

# Lutte de classe

## L'Union européenne fer de lance des intérêts de l'impérialisme.

L'instauration de quotas par l'Union européenne pour freiner l'importation de marchandises en provenance de pays où le coût de la main d'œuvre est parmi les plus bas du monde, aura été une décision politique immédiatement contournée en toute légalité par les capitalistes européens eux-mêmes afin de garantir leurs profits.

Les intérêts économiques des patrons des entreprises qui fabriquent ces marchandises étant intimement liés aux multinationales européennes, il était entendu d'avance que cette mesure n'aurait aucun effet. Les éléments qui suivent permettent de comprendre comment les choses se passent en réalité.

L'instauration de quotas sur le textile chinois le 10 juin 2005 par l'Union européenne (UE) n'aura eu finalement aucun effet sur les exportations vers les vingt-sept Etats membres, car les donneurs d'ordres ont ouvert des usines dans différents pays afin d'éviter de dépendre d'un seul Etat et les distributeurs ont diversifié leurs sources d'approvisionnement.

Ce qui a fait dire à Gildas Minvielle, responsable de l'Observatoire économique à l'Institut français de la mode (IFM), que « *Finally, la baisse des exportations chinoises a été largement compensée par les autres pays d'Asie" par le biais d'un "système de vase communicant* ».

Tandis que les exportations chinoises avaient augmenté de 47% en 2005 pour ne progresser que de 11% en 2006, celles en provenance du Vietnam ont fait un bond de 58 % suivi par Hongkong plus 47 %.

Certains donneurs d'ordres ont même effectué « *un détournement de quotas* » en continuant à produire en Chine continentale, mais en se servant d'Hongkong comme base d'exportation, la ville n'étant pas concernée par les contingents.

Pour ce qui concerne la France, malgré la réinstauration des quotas, les importations en provenance de Chine ont dépassé en 2006, pour la première fois, le milliard d'euros (+ 10,2% par rapport à 2005), alors que les volumes, eux, étaient en baisse (- 3 %).

Mais les donneurs d'ordres anticipent déjà la fin des quotas, qui seront démantelés le 1er janvier 2008. « *Ils rebasculent une partie de leur approvisionnement en Chine* », constate M. Minvielle. Les importations françaises en provenance de Chine ont déjà progressé respectivement de 46 % et de 43 % en janvier et février par rapport aux mêmes mois de 2006, alors que celles en provenance de Thaïlande ont chuté de 13 %, de 23 % pour l'Indonésie, ou encore de 6% pour le Vietnam.

Une des conséquences cynique de cette course effrénée au profit du capitalisme mondial est parfaitement illustrée par ce qui vient de se passer au Cambodge.

L'Assemblée nationale du Cambodge a amendé le 8 juin 2007, la législation du travail afin de réduire de 70 % la rémunération des ouvriers - actuellement, en moyenne, de 50 dollars par mois - de l'industrie du vêtement travaillant la nuit. Cette mesure vise à améliorer « *la compétitivité du Cambodge sur le marché international* », a affirmé cyniquement le ministre du travail, Vong Soth, dans la perspective de la fin des quotas d'importation vers l'Union européenne en provenance du voisin chinois. L'opposition a boycotté le vote, estimant que les revenus allaient baisser dans des usines où les ouvriers sont déjà traités comme « *des animaux* ». L'industrie du vêtement emploie 330 000 personnes au Cambodge, et espère, grâce à cette mesure, 200 000 postes nouveaux. (selon le journaliste du *Monde*)

Les travailleurs du monde entier sont de plus en plus confrontés aux mêmes problèmes, ballottés entre périodes d'emploi et chômage, surexploitation, salaires de misère, conditions de travail épouvantables au nom de la productivité et de la compétitivité, seul le profit d'une poignée

d'exploiteurs devant servir de point de repères et d'objectif à la production, les ouvriers étant ramenés à la condition d' « *animaux* ».

Avec évidemment la bénédiction de l'Union européenne qui loin de constituer un frein à ce qu'ils appellent les effets négatifs de la mondialisation, légifère dans tous les domaines pour le compte justement de ces multinationales.

(source : *Le Monde* 10.06.07)